



DECISION N°005/2020/ARMP/CR/CRDS DU 12 JUIN 2020

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DU CONSEIL
NATIONAL DE L'ORDRE DES GEOMETRES EXPERTS DE GUINEE (OGEG)
CONTRE LE MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE (MVAT) RELATIF A LA VIOLATION DES DISPOSITIONS DE
L'ORDONNANCE N° 039/PRG/87 PORTANT REGLEMENTATION DE
L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE GEOMETRE-EXPERT EN REPUBLIQUE
DE GUINEE DANS LE CADRE DE LA PASSATION DU MARCHÉ DE
RECONNAISSANCE ET DES TRAVAUX DE BORNAGE (IMPLANTATION EN X
ET Y) DES RESERVES FONCIERES DE L'ETAT.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN COMMISSION LITIGES ;**

Vu la constitution,

Vu la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public ;

Vu le Décret D/2012/128/PRG/SGG du 03 Décembre 2012, portant Code des marchés publics et délégations de service public, notamment en ses articles 2, 25,45 et 46 ;

Vu le Décret D/2014/167/PRG/SGG du 22 Juillet 2014, portant organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation des marchés publics et délégations de service public ;

Vu le Décret D/2014/220/PRG/SGG du 27 octobre 2014, portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics;

Vu le recours exercé par le Conseil National de l'ordre des Géomètres Experts de Guinée (OGEG),

Vu les pièces du dossier,

Après avoir entendu Monsieur Jean Nogaro GUENOU, rapporteur de la commission d'instruction, en présence de :

- 1- Dr Alpha Abdoulaye DIALLO, Président du CRDS ;
- 2- Monsieur Mohamed Ansa DIAWARA, membre du CRDS ;
- 3- Madame Lucrèce CAMARA, membre du CRDS ;

Et des parties:

- 1- Monsieur SYLLA Aboubacar (Président de l'OGEG) ;
- 2- Monsieur DIALLO Alimou (Vice-Président de l'OGEG) ;
- 3- Monsieur SANDOUNO David (Secrétaire Général de l'OGEG) ;
- 4- Monsieur Mamadou THIAM, Directeur National Adjoint des Domaines et du Cadastre (DOCAD)/ MVAT) ;
- 5- Monsieur Amadou Tidiane BARRY, PRMP / MVAT;
- 6- Monsieur Mohamed Seydouba CAMARA, Chargé d'études à la DNCMP.

Après en avoir examiné conformément à la loi,

Adopte la présente délibération fondée sur la violation des dispositions de l'ordonnance N° 039/PRG/87 portant Règlementation de l'exercice de la profession de Géomètre-Expert en République de Guinée dans le cadre de l'attribution du marché de reconnaissance et des travaux de bornage (implantation en X et Y) des réserves foncières de l'Etat.

Par référence à un courrier en date du 17 Décembre 2019, le Conseil National de l'Ordre des Géomètres Experts de Guinée (OGEG) a saisi l'Autorité de Régulation des Marchés Publics d'un recours contre le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (MVAT) pour violation des dispositions de l'ordonnance N° 039/PRG/87 portant Règlementation de l'exercice de la profession de Géomètre-Expert en République de Guinée dans le cadre de l'attribution du marché de reconnaissance et des travaux de bornage (implantation en X et Y) des réserves foncières de l'Etat.

I- SUR LES FAITS ET PROCEDURES

Le Ministère de la ville et de l'Aménagement du Territoire a lancé un appel d'offres en 2012, l'exécution du marché n'a pas vu le jour compte tenu d'un problème budgétaire car la ligne budgétaire qui en était destiné avait été coupée.

En 2017 sur fonds propre et par ses cadres, le Ministère a procédé à une première phase d'exécution des travaux qui consistait à la sécurisation juridique des réserves foncières de l'Etat.

Pour la deuxième phase qui consiste à la sécurisation physique, le Ministère a lancé un appel d'offres ouvert national en 2018 relatif à la délimitation, l'implantation et le bornage des domaines et réserves foncières de l'Etat dans les 33 préfectures et la zone spéciale de Conakry ».

Le 18 Mai 2018, la Direction Nationale des Marchés Publics a procédé à l'attribution provisoire du marché puis la transmission des documents à l'ACGP pour son ANO. Après avoir suivi toute la procédure, en date du 19 Novembre 2019, le Ministère a procédé au lancement des activités relatif audit marché.

Le 17 Décembre 2019, l'OGEG a saisi l'ARMP d'un recours pour mettre en cause la procédure de passation et d'attribution du marché. Il dénonce également la violation de l'ordonnance 039/PRG/87 portant réglementation de l'exercice de la profession de Géomètre –Expert en Guinée en ses articles 1,2 et 3.

II- LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS:

A l'appui de sa requête, l'OGEG à travers ses représentants expose que :

« En 2019, le Secrétaire Général nous a rencontré pour nous demander de les accompagner dans le cadre des activités de bornage.

L'activité de bornage est une opération strictement réservée aux Géomètres-experts en application des articles 1 et 2 de ladite ordonnance.

Le bornage est le départ de la procédure or, le Ministère entame ces travaux au moment où les titres fonciers ont été illégalement établis par des agents du MVAT non-inscrits au tableau de l'OGEG.

En date du 19 Novembre 2019, le Ministère a procédé au lancement des activités de bornage après l'attribution du marché a des entreprises qui n'ont aucune qualité ni compétence juridique et sans associer l'Ordre des Géomètres experts or, les questions d'immatriculation foncières doivent être gérées par l'OGEG, les agréments sont donnés par l'OGEG suite à l'envoi de la demande au Conseil par le Ministère de l'habitat ».

III- LES MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTION NATIONAL DES MARCHES PUBLICS (DNMP)

La DNMP représentée par Monsieur Mohamed Seydouba CAMARA, président de la commission d'évaluation des offres à cet effet nous explique ce qui suit :

« Nous avons été saisi par le Ministère de la ville et de l'Aménagement du Territoire à travers un DAO, le 29 mars 2018 ;

Le DAO ayant reçu l'ANO a fait l'objet de publication en date du 09 Avril 2018 dans trois (3) journaux de publication nationale ;

Le 08 Mai 2018, s'est tenue la séance d'ouverture des plis à la DNMP ;

Le 18 Mai 2018, nous avons procédé à l'attribution provisoire du marché puis la transmission des documents à l'ACGP pour son ANO.

Le 29 Mai 2018, le dossier a reçu l'ANO favorable de l'ACGP ;

Le 14 Août 2018, nous avons reçu le projet de contrat signé pour soumission à l'approbation de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances ;

Donc sur ce marché, toute la procédure a été respectée.

Après la réception des offres, il nous revient de procéder à leur évaluation. Au cour de cette évaluation, les activités de l'entreprise citées dans le RCCM ne s'imposent pas à nos appréciations vis-à-vis de l'appel d'offres ».

IV- LES MOTIFS DONNES PAR LE MVAT

Pour formuler sa défense, le MVAT à travers ses cadres exposera que :

« le Ministère de la ville a procédé à l'exécution des travaux relatifs à la sécurisation juridique des réserves foncières de l'Etat en 2017 sur fonds propre et par ses cadres.

Il est à noter que la réalisation de cette phase fait partir aussi des prérogatives des cadres du Ministère conformément aux dispositions de l'ordonnance 039/PRG/87 portant réglementation de l'exercice de la profession de Géomètre –Expert en Guinée.

Pour la deuxième phase qui consiste à la sécurisation physique, le Ministère a lancé un appel d'offres ouvert national en 2018 sur la délimitation, l'implantation et le bornage des domaines et réserves foncières de l'Etat dans les 33 préfectures et la zone spéciale de Conakry ».

Cet appel d'offres a reçu tous les ANO sur la procédure, et a été publié dans les journaux conformément à la réglementation. Le marché a été fait en quatre lots, le lot 1 avait été déclaré infructueux, il a respecté la procédure liée à l'infructuosité conformément au code des marchés publics ».

V- EXAMEN DU LITIGE

- SUR LA RECEVABILITE

Vu l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. »

Considérant que l'OGEG déclare avoir eu connaissance des manquements à la réglementation des marchés publics notamment dans le cadre spécifique de l'offre mise en cause.

Il convient donc de déclarer le recours de l'Ordre des Géomètres Experts de Guinée recevable et de statuer sur le fond.

- SUR LE FOND

Entendu que l'ordonnance 039/PRG/87, portant réglementation de l'exercice de la profession de Géomètre –Expert en Guinée, prévoit en son article 2 que :

« Nul ne peut entreprendre les travaux cités à l'article 1^{er} ni se prévaloir du titre de Géomètre-Expert, en exercer la profession, s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre National des Géomètres –Experts.

Les services techniques de l'Etat peuvent cependant prêter leur concours aux établissements et collectivités publics pour l'exécution des dits travaux conformément aux règlements en vigueur ».

Il convient dès lors de retenir que la réalisation de la première composante du marché par les cadres du Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire est conforme à la réglementation.

Considérant qu'en vertu de l'ordonnance 039/PRG/87, les travaux de délimitation et de bornage relèvent exclusivement de la compétence des Géomètres-Experts inscrits au tableau de l'Ordre National des Géomètres- Experts de Guinée ;

Considérant qu'il ressort des débats contradictoires au CRDS que les entreprises titulaires du marché ne sont pas inscrites au tableau de l'Ordre des Géomètres-Experts de Guinée.

Il convient de souligner que le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire a violé les dispositions de l'ordonnance 039/PRG/87 portant réglementation de l'exercice de la profession de Géomètre –Expert en Guinée.

PAR CES MOTIFS, LE CRDS DECIDE:

L'annulation du marché relatif à la délimitation, l'implantation et le bornage des domaines et réserves foncières de l'Etat attribué par le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire pour violation des dispositions de l'ordonnance 039/PRG/87 portant réglementation de l'exercice de la profession de Géomètre – Expert en Guinée..

Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie et des Finances la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.

**ET ONT SIGNE :
LES MEMBRES DU CRDS**

Mr Mohamed Ansa DIAWARA



Mme Lucrèce CAMARA



LE PRESIDENT DU CRDS

Dr Alpha Abdoulaye DIALLO

